

## MER BALTIQUE

## Des enjeux stratégiques

Six fois plus petite que la mer Méditerranée, la mer Baltique est au cœur d'enjeux géostratégiques et environnementaux. Séparée de la mer du Nord par les détroits danois et caractérisée par ses grands golfes (Botnie au nord, Finlande à l'est et Riga au sud-est), elle ne compte que neuf pays riverains. Située sur la zone de fracture entre la Russie et l'OTAN, elle constitue surtout un bon révélateur des tensions entre Ouest et Est, exacerbées depuis le 24 février 2022, qui marque le début de la guerre en Ukraine.

## UN ESPACE HISTORIQUEMENT STRATÉGIQUE

Historiquement, la mer Baltique a toujours été un lieu d'échanges, comme en témoigne son rôle commercial dominant au Moyen Âge. Mais elle est également une zone de friction avec la Russie, pour laquelle elle est une priorité depuis le XVI<sup>e</sup> siècle. Pendant la guerre froide, l'espace baltique appartient principalement au bloc de l'Est avec la République démocratique allemande (RDA), la Pologne et les républiques baltes de l'URSS. La Finlande et la Suède restant neutres, les forces de l'OTAN se retrouvent reléguées au sud-ouest jusqu'à l'effondrement de l'URSS. Les pays baltes sont alors les premières des quinze républiques soviétiques à proclamer leur indépendance dès le printemps 1990. La Russie (ex-URSS depuis la chute de l'Union soviétique le 25 décembre 1991, *NDLR*) perd brutalement sa domination sur la mer Baltique et ne conserve que l'accès à la mer par Saint-Petersbourg au fond du golfe de Finlande et l'oblast de Kaliningrad, qui devient *de facto* enclavé entre la Lituanie au nord et à l'est, et la Pologne au sud.

## DES ENJEUX ÉCOLOGIQUES IMPORTANTS

La période qui suit la guerre froide est à nouveau favorable à la coopération économique. Ainsi, le commerce maritime, majoritairement tourné vers le transport d'hydrocarbures et de conteneurs, double en quinze ans, passant de 400 à 800 millions de tonnes en volume. Avant l'épidémie de Covid-19, la mer Baltique concentre plus de 8 % du commerce maritime mondial. Le développement du trafic maritime, des infrastructures portuaires et énergétiques (champs éoliens, câbles électriques, gazoducs), la présence de zones d'exercices militaires ou de munitions historiques aboutissent progressivement à une saturation de l'espace, nécessitant une coordination croissante pour y concilier les usages.

Si les nombreuses activités humaines qui s'y développent permettent l'essor de l'économie et du commerce, elles ne sont pas sans conséquence sur l'environnement. En effet, quasiment



Janvier 2023, le central opération de la frégate multi-missions *Aquitaine* (extrait de « 24 heures en mer Baltique, au large de la guerre » dans *Le dessous des cartes*, Arte).

fermée et peu profonde, la mer Baltique est très sensible à la pollution en raison du faible renouvellement de ses eaux (estimé à une trentaine d'années). Ce phénomène aggrave la désoxygénation du milieu et provoque l'asphyxie des écosystèmes aquatiques et littoraux. Afin de diminuer l'exposition de ces derniers aux émissions polluantes des navires, la mer Baltique et la mer du Nord sont devenues les deux premières zones de contrôle d'émissions en oxydes de soufre et d'azote d'Europe.

## KALININGRAD : UNE EXCLAVE RUSSE DANS UN ESPACE DEVENU OTANIEU

Les élargissements successifs de l'OTAN et de l'Union européenne (UE) en 1997 et 2004 ont transformé en profondeur les rapports de force. De fait, sur les neuf pays qui la bordent, huit appartiennent aujourd'hui à l'UE (Allemagne, Danemark, Suède, Finlande, Pologne, Estonie,

Lituanie et Lettonie) dont sept à l'OTAN<sup>1</sup>, renforçant le sentiment d'encerclement de la Russie qui a dénoncé ces élargissements. L'exclave de Kaliningrad devient une source de tension croissante. Elle présente un intérêt stratégique important en raison de ses ports libres de glace toute l'année, ce qui n'est pas le cas dans le golfe de Finlande. Elle abrite surtout la flotte de la Baltique, et Moscou y a positionné des missiles en tout genre : sol-sol, sol-air S400 et antinavires *Bastion*, ainsi que des missiles balistiques *Iskander* qui peuvent porter une charge nucléaire. L'exclave fait ainsi peser une menace directe sur les pays avoisinants et sur l'accès au sud-est de la mer Baltique. C'est une des raisons justifiant une présence renforcée de l'OTAN, des missions de police du ciel y étant notamment menées depuis 2004 (*Baltic air policing, enhanced Air Policing* depuis 2014). Des exercices réguliers sont conduits de part

et d'autre, avec une volonté de signalement stratégique (exercice de grande ampleur *Zapad* tous les quatre ans côté russe). À la suite de l'invasion de la Crimée en 2014, des bataillons multinationaux ont été positionnées dans les pays baltes et en Pologne (*Enhanced Forward Presence*).

Après le début de l'offensive russe en Ukraine, la présence des forces de l'OTAN s'est encore renforcée.

### ENJEUX ÉNERGÉTIQUES ET GUERRE EN UKRAINE

La région est surtout le symbole de la dépendance de l'Europe à la Russie, qui lui fournissait 150 milliards de m<sup>3</sup> de gaz par an, notamment à travers le gazoduc Nord Stream, long de 1200 km, reliant la Russie à l'Allemagne depuis 2012.

Nord Stream 2 devait doubler les capacités d'exportation de gaz russe par la voie sous-marine en Baltique, auquel il faut ajouter le projet de terminal GNL *Baltic LNG* depuis la région de Saint-Pétersbourg. Illustrant la détermination à s'affranchir de cette dépendance, les États baltes ont été les premiers à stopper leur importation de gaz russe. Dès 2012, la Lituanie faisait le choix du gaz naturel liquéfié et le mouvement s'est accéléré depuis le début de l'offensive. Le gazoduc *Baltic Pipe* reliant le réseau de transport norvégien à la Pologne a été officiellement inauguré le 7 septembre 2022, le jour du sabotage des gazoducs Nord Stream 1 et 2. Surtout, le GNL a remodelé les échanges internationaux de gaz. L'Allemagne, qui ne possédait pas de terminaux de regazéification avant le conflit, a inauguré son troisième en janvier, dont un est situé à Lubmin, en mer Baltique.

La protection des infrastructures énergétiques sous-marines et du flux maritime de GNL est donc plus que jamais un enjeu stratégique majeur pour l'approvisionnement énergétique de l'Europe.

De son côté, la Russie a perdu 50 % de ses services de lignes maritimes régulières, mais a augmenté ses exportations de pétrole brut par voie maritime. Dans sa dernière doctrine navale publiée le 31 juillet dernier, la Russie établit la Baltique au deuxième rang de ses priorités stratégiques après l'Arctique, au même niveau que la mer Noire ou la Méditerranée orientale. Elle dit vouloir favoriser le développement du transport maritime, ainsi qu'assurer l'accès à Kaliningrad grâce à l'exploitation d'une ligne de ferry. Sans surprise, le renforcement des forces armées est aussi un des objectifs poursuivis.



### ENJEUX SÉCURITAIRES : UN HAUT NIVEAU DE TENSION

Les évolutions depuis le début du conflit ukrainien montrent que le niveau de tension reste élevé dans la région : le blocage lituanien du transit de marchandises russes vers Kaliningrad a un temps fait craindre une action de la Russie sur le corridor de Suwałki, long de 70 km, qui relie la Biélorussie à l'exclave. Lors de la présence de navires amphibies russes, l'armée suédoise a renforcé sa présence sur l'île de Gotland, dont l'emplacement central est stratégique. Enfin, signe marquant du changement d'époque, la Suède et la Finlande sont sorties de leur neutralité pour demander officiellement leur adhésion à l'OTAN en mai 2022.

La concrétisation de ce projet pourrait pousser Moscou à marquer son opposition via différentes actions, au moins par des démonstrations de force. Si les risques d'extensions horizontales du conflit ukrainien sont relativement contenus à ce jour, des actions hybrides ne sont pas à exclure. Dans l'alternance régionale entre période d'échanges et de défiance, l'agressivité

russe semble être durablement installée avec, en permanence, comme épée de Damoclès au-dessus de la stabilité de la région, le risque de dérapage, volontaire ou non.

Dans ce contexte, la Marine participe activement aux opérations de l'OTAN. Elle déploie régulièrement dans la région des moyens, navales et aériens (frégates, chasseurs de mines, ATL2...). Cet engagement contribue à la réassurance de ses partenaires et alliés dans la région, ainsi qu'à la fonction stratégique « connaissance et anticipation », par l'observation de l'activité sur zone en général et des mouvements russes en particulier. La France affiche ainsi une posture ferme et solidaire de ses alliés tout en évitant l'escalade.

CF ALEXIS

1. Huit, sous réserve que la Suède adhère à l'OTAN.